

*Accords de Bretton Woods—Loi*

Premièrement, il y a un embargo imposé par les États-Unis que nous acceptons implicitement et deuxièmement, le système économique international ne leur permet plus de vendre leurs produits primaires à un juste prix et d'en tirer des revenus suffisants pour maintenir une croissance minimum.

En étudiant ce projet de loi dont le but est d'établir un nouveau système de crédit, nous devons nous demander si nous ne donnons pas un cours sur la navigation pendant que le navire sombre. Sommes-nous en train d'effectuer des réparations mineures sur un système qui est fondamentalement mauvais?

Le temps est venu de conclure un nouvel accord de Bretton Woods. Il est temps de le repenser plutôt que de le rafistoler.

Quand les principaux pays du monde se sont réunis à Bretton Woods pour conclure un nouvel accord économique sur le commerce et les finances internationales en 1944, les conditions étaient très différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Les États-Unis étaient généreux et ils croyaient au multilatéralisme et le dollar américain était la principale monnaie du monde et il était inébranlable. Ces deux conditions ont changé. L'attitude du gouvernement américain actuel ne reflète certainement pas la même foi dans le multilatéralisme et la même générosité d'esprit. Il tente plutôt d'appliquer une politique à la Rambo sur le plan économique.

De plus, les États-Unis n'exercent plus la même domination économique qu'il y a 30 ou 40 ans. On n'a qu'à considérer leur propre situation pour s'en convaincre. De plus important créancier du monde qu'ils étaient, ils sont devenus le plus important débiteur du monde et leur déficit commercial est plus élevé que celui de tout autre pays. Le seul moyen pour les États-Unis de supporter cet énorme déficit est d'emprunter de l'étranger, surtout du Japon, qui possède maintenant environ 55 milliards de dollars en capitaux propres et en avoirs rien que dans la seule économie américaine.

La conséquence évidente de cette situation, c'est qu'il n'y a plus de monnaie mondiale capable de stabiliser et de faciliter le fonctionnement de l'économie internationale. Le dollar est soumis à des pressions qui le déstabilisent comme l'insécurité des bourses mondiales le prouve. Nous sommes dans une situation curieuse dans laquelle nous essayons d'éviter la question des problèmes incroyables auxquels font face les pays du tiers monde. Nous essayons de gérer ces problèmes à la pièce, mais nous savons bien que toutes les grandes banques internationales, y compris les banques canadiennes, ont des dettes en souffrance. Si une banque décidait de retirer une carte du château que représentent ces dettes en souffrance, tout le château s'écroulerait.

De grandes banques canadiennes ont dû récemment créer une provision de plusieurs centaines de millions de dollars qui ne représentent qu'environ le quart de ces dettes en souffrance. On veut régler le problème de la dette d'une façon qui vise presque à imposer une discipline draconienne aux pays débiteurs et à servir davantage les intérêts des banques qu'à encourager la croissance économique dans ces pays.

Ces derniers sont pris dans un cercle vicieux. Ils ne peuvent stimuler la croissance de leur économie à cause des mesures de restriction qui leur sont imposées. Tous les gains tirés de leurs exportations doivent par ailleurs être consacrés au service de la dette, de sorte qu'il ne reste rien à réinvestir dans ces pays pour en stimuler le développement.

En même temps, les pays riches du monde retirent leur aide économique, et les prix des produits primaires diminuent. Il faudrait se reporter au Livre de Job pour trouver un texte adapté au système économique international, là où on lit: «Mon Dieu! pourquoi m'as-Tu abandonné?».

Cette avalanche de problèmes inouïs exige une réorganisation du système de la part des principaux intervenants dans le monde. Ils doivent reconnaître que la monnaie américaine n'est plus le fondement du système international et ne peut certes pas le rester à l'avenir. Il faut un autre arrangement touchant les taux de change. Nous devons trouver au problème de la dette une meilleure solution que l'approche à la pièce que l'on a adoptée jusqu'ici. Nous devons trouver une solution aux problèmes des produits primaires dans l'économie mondiale, en reconnaissant que le système dit de marché que nous avons adopté n'a eu pour résultat que de faire baisser les prix et créer davantage d'instabilité, dont nous sommes en partie victimes, et qui ne donne aucun résultat. Plus nous essaierons simplement de rafistoler le système, plus le problème empirera.

Cela m'amène à la question de la gestion politique. Je crois que les problèmes de l'économie mondiale dépassent de beaucoup la capacité de les gérer. Encore une fois, le fait est que l'économique est bien en avance sur le politique. Nous n'avons pas encore réuni nos idées et nos ressources pour trouver les moyens de gérer le système. En fait, à en juger par les événements récents, on doit en conclure que nous faisons marche arrière. On court peut-être le risque de voir s'accroître encore davantage le schisme dans le système et de regresser à l'époque des années 30 où les pays et les blocs régionaux se dressaient les uns contre les autres.

● (1020)

Ce que je déplore le plus, je pense, c'est que cela reflète également ce qui semble se passer dans notre propre pays. Nous avons clairement essayé de démontrer depuis deux ans et demi que le gouvernement actuel du Canada a commis une erreur fondamentale, soit, que nos intérêts économiques seraient mieux servis par des relations bilatérales. C'était d'autant plus évident avec la tentative de négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis. Au lieu de faire tendre nos efforts, nos énergies et notre imagination à essayer d'être un chef de file dans le système économique international, nous avons également participé à ce retour au protectionnisme dans la forteresse nord-américaine. Nous avons renoncé à nos engagements et c'était catastrophique parce que lors de l'accord initial de Bretton Woods, notre pays s'était fait l'un des principaux défenseurs d'un nouvel ordre économique international. Nous avons été l'un des architectes de ce système. Nous avons fourni une grande partie des renseignements et des recommandations qui au début ont permis d'établir les accords de Bretton Woods.

Mon parti l'a déploré et nous l'avons fait savoir dès que le premier ministre (M. Mulroney) a annoncé que le Canada donnait la priorité en matière économique à un accord de libre-échange avec les États-Unis. Nous avons demandé si cela signifiait que nous revenions sur notre engagement multilatéral. Est-ce qu'on renonçait à la priorité internationale que nous avions adoptée autrefois? On répondra naturellement par l'affirmative. Les gagnants dans les centres de décisions à Ottawa ont été des bilatéralistes: les Simon Reismans et les